Général Michael Flynn : Zelensky doit partir ! — Il alerte sur une guerre nucléaire

Le général Michael Flynn a été directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA) de 2012 à 2014, puis conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump en 2017. Le général Flynn met en garde contre le danger que représente Zelensky et le risque de guerre nucléaire. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bon retour à tous. Nous recevons aujourd'hui le général Michael Flynn, lieutenant-général de l'armée américaine à la retraite. Il a dirigé la Defense Intelligence Agency, de deux mille douze à deux mille quatorze, sous l'administration Obama. Puis, en deux mille dix-sept, il a brièvement été conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump. Merci d'être avec nous dans cette émission.

#Michael Flynn

Absolument, Glenn. Et je suis ravi de vous revoir. J'apprécie vraiment tout ce que vous faites pour faire connaître votre analyse sur la scène internationale. C'est très important.

#Glenn

Merci. Vous avez été un défenseur très engagé de la doctrine « l'Amérique d'abord », notamment pour mettre fin aux guerres sans fin et donner la priorité aux intérêts américains. Dans cette optique, comment voyez-vous la situation actuelle de la guerre en Ukraine ? Parce qu'il y a beaucoup de débats dans les médias sur le niveau d'engagement des États-Unis. Et selon vous, que devraient faire les États-Unis pour y mettre fin ?

#Michael Flynn

Oui. Alors, d'abord, vous savez, et je vais le dire, je l'ai déjà dit à de nombreux publics différents : « L'Amérique d'abord » ne veut pas dire l'Amérique seule, ni l'Amérique isolée. Cela signifie simplement que nous avons la responsabilité de protéger notre souveraineté, de protéger le peuple des États-Unis d'Amérique, et de protéger notre Constitution ainsi que notre mode de vie. Je veux

dire, le président des États-Unis prononce un serment d'entrée en fonction. Et dans ce serment, il emploie le mot « préserver ». Cela renvoie à l'expression « préserver la Constitution », mais aussi à celle de « protéger et défendre la Constitution ». Donc, vous savez, le président a ces responsabilités. Et je crois fermement que si nous ne préservons pas notre mode de vie constitutionnel, alors nous allons, en réalité, bouleverser l'équilibre du monde.

C'est pourquoi je dis : l'Amérique d'abord, mais pas l'Amérique isolée. Cela dit, pour répondre à votre question, je crois fermement que la première chose qui doit se produire, c'est que le peuple ukrainien se réconcilie avec les dirigeants de son pays. La manière d'y parvenir, c'est que l'Union européenne, et bien sûr les États-Unis d'Amérique, ainsi que leurs partenaires de l'OTAN, fassent pression sur Zelensky pour qu'il organise des élections. Et je veux dire : des élections maintenant. Je pense que s'ils organisaient des élections maintenant, vous savez, dans un délai assez court, je crois vraiment que la Russie accepterait une forme de cessez-le-feu, dans l'espoir qu'un nouveau dirigeant puisse émerger. Et je pense que cela arriverait.

Un nouveau dirigeant émergerait. Il serait alors prêt à discuter et à avoir une tout autre conversation sur la paix. Pas seulement sur un cessez-le-feu, mais sur une paix durable en Ukraine. Et tous ces gens en Europe qui ne cessent de parler de l'Otan, de l'Union européenne, et tous ces dirigeants de gauche en Europe qui disent, vous savez, que la Russie veut de nouveau traverser les plaines d' Europe, comme à l'époque du Pacte de Varsovie... Ce sont des imbéciles, ou alors ils sont totalement incompétents dans leurs convictions et leur réflexion stratégique. Parce que la Russie n'a plus cette capacité. Je veux dire, elle a évidemment une capacité nucléaire. Mais la Russie n'est plus une puissance militaire comme elle l'était autrefois, capable de faire cela.

Et comme Poutine l'a dit, enfin, il suffit de regarder quels sont les objectifs de cette opération militaire lancée par les Russes. Elle a commencé en février deux mille vingt-deux. Mais les gens ont tendance à oublier que cette guerre a commencé dès deux mille quatorze, environ une semaine après les Jeux olympiques de Sotchi. Trop de gens pensent donc que cette guerre ne dure que depuis quelques années, depuis que, vous savez, entre guillemets, Poutine aurait profité de Biden, n' est-ce pas ? Non. Cette guerre dure depuis deux mille quatorze. Cela fait donc plus de douze ans de guerre. Et si la Russie avait eu l'intention d'attaquer à travers les plaines d'Europe, elle l'aurait déjà fait. Alors, nous devons vraiment faire deux ou trois choses. Premièrement, les dirigeants en Ukraine... et l'Ukraine elle-même... Je crois fermement que Zelensky devrait démissionner et permettre la tenue d'élections. Il devrait démissionner immédiatement et permettre des élections.

Je veux dire, là, maintenant, parce que ce n'est pas lui qui va conduire l'Ukraine vers l'avenir. C'est un beau pays, avec un peuple formidable, une histoire forte, une culture forte et d'immenses ressources. Vous voyez ? Je veux dire, le pays a toutes les capacités et tous les atouts, sauf une chose qui commence vraiment à se voir : le manque de jeunes hommes dans la population. Beaucoup ont été tués ou plongés, vous savez, dans une sorte de climat de peur. Et je parie que

beaucoup de jeunes hommes ont quitté le pays. Vous savez, c'est pour ça qu'ils commencent maintenant à recruter de jeunes femmes dans l'armée. Cela a probablement vraiment commencé au cours de l'année écoulée.

Sinon, on l'a clairement constaté au cours des six derniers mois. Il y a donc certains problèmes tactiques, que je viens d'exposer. Mais il y a aussi des problèmes stratégiques, Glenn. Le principal problème, c'est que Zelensky n'est pas le dirigeant capable de faire avancer l'Ukraine vers l'avenir. Certainement pas. Selon mon jugement d'expert, en tant que stratège, en tant que personne ayant travaillé dans le domaine de la diplomatie et des négociations, cet homme n'est pas la bonne personne. Et tant que les États-Unis ne l'auront pas compris — sans même parler de l'Union européenne et des autres dirigeants de l'OTAN, sans les États-Unis — tant que les États-Unis ne comprendront pas cela, nous n'avancerons pas. Nous continuerons à avoir cette guerre sans fin.

Et puis il faut se poser la question — et après ce point, j'arrête. Ces membres du Congrès américain, qu'on appelle des « CODEL », des délégations du Congrès, qui vont en Ukraine et rencontrent Zelensky comme s'il était un cadeau de Dieu fait à l'Ukraine... Ils posent des questions. Puis ils reviennent aux États-Unis et, en réalité, ils ne posent plus de questions. Ils exigent que nous continuions à soutenir l'Ukraine. Que nous continuions à nous en prendre à la Russie. Et qu'est-ce que nous faisons ? Nous essayons de détruire la Russie. Nous essayons de détruire un pays qui possède l'un des plus grands arsenaux nucléaires de la planète, sinon le plus grand, et qui partage en fait certaines valeurs et certains cadres de référence avec les États-Unis d'Amérique — principalement le christianisme. Alors, est-ce que ça veut dire que Poutine est chrétien ? Je n'en sais rien.

Je ne lui ai jamais vraiment parlé, à part lui dire bonjour en lui serrant la main. Mais je vais vous dire une chose : trop de gens jugent la Russie et jugent Poutine à travers le prisme d'il y a trente ou quarante ans, probablement plutôt quarante ans, n'est-ce pas ? L'Union soviétique, l'époque de la guerre froide. Et il faut arrêter ça. Il faut arrêter ça. La population russe est en déclin. Avec cette guerre, nous les avons poussés dans les bras du Parti communiste chinois. Ils ne sont pas totalement alignés sur le PCC. Mais quand nous les poussons dans les bras de quelqu'un dont ils ont besoin comme allié, nous les avons forcés à travailler plus étroitement avec les Nord-Coréens.

Je veux dire, je pense simplement que nous nous sommes trompés. Nous avons, je veux dire, mal évalué, sur le plan stratégique, les capacités et les moyens de la Russie. Nous avons aussi mal évalué, stratégiquement, l'état d'esprit de Zelensky. Et honnêtement, je ne pense pas que ce soit une erreur d'évaluation. Je pense qu'il y a des gens qui veulent simplement utiliser Zelensky comme leur marionnette, que ce soit au sein de l'Union européenne, et certainement certains dans notre propre pays, les États-Unis. Donc voilà, il faut être réalistes. Il faut regarder en face la réalité de cette guerre, qui a causé la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes, voire de millions.

La perte de prestige, à l'échelle mondiale, pour un certain nombre d'organisations et de nations. Et puis, bien sûr, le coût. Pas seulement en vies humaines, mais aussi en ressources, n'est-ce pas ? Le

coût financier a pesé lourd sur tout un ensemble de pays différents. Et, au bout du compte, cette guerre, celle dont nous parlons en ce moment, affecte l'économie des États-Unis d'Amérique, sans aucun doute. Parce que la Russie a la capacité de fournir à l'Occident toutes sortes de combustibles fossiles. Et elle l'a fait pendant longtemps. Et c'est, je pense, ce que Donald Trump essaie de remettre en place. Parce que, franchement, la Russie est capable de le faire.

Quand on regarde le potentiel des pays en « stan », n'est-ce pas ? Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, ces républiques d'Asie centrale, ainsi que l'est de l'Oural, il y a là une capacité énorme. Pourquoi ne pas travailler ensemble ? Pourquoi ne pas nous asseoir autour d'une table et dire : voyons comment coopérer sur le plan économique, et comment faire bénéficier nos populations et nos peuples, au lieu d'essayer de faire ce que veulent les mondialistes, c'est-à-dire créer un ordre mondial unique ? Cela n'arrivera tout simplement pas tant que le peuple des États-Unis d'Amérique conservera les droits dont nous disposons.

#Glenn

Oui, enfin, vous savez, vu d'Europe, c'est un peu bizarre. Parce que, pour ceux qui suivent le sujet depuis trente ans, les Russes ont été assez constants : ils voient très négativement l'élargissement de l'OTAN vers leurs frontières et ils cherchent à y faire obstacle. Qu'on soutienne cette position ou non, c'est une autre question. Mais, pour une raison ou une autre, comme vous le dites, les Européens semblent penser que cela signifie uniquement que la Russie veut, en gros, marcher sur Berlin ou Paris. Je ne sais pas. C'est ridicule. Oui.

#Michael Flynn

Permettez-moi d'en parler, parce que, vous savez, je veux revenir là-dessus. Les gens ne comprennent pas. Ils peuvent remonter aux accords de Budapest de mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, d'accord ? Les accords de Budapest, d'accord ? Il y avait, je crois, Mitterrand, Thatcher, Gorbatchev, et je pense que Bush était aussi à cette table. Et ils ont promis — nous avons promis, d'accord ? Nous, les États-Unis d'Amérique, avons apposé notre sceau sur cet accord conclu à cette table, en disant que nous ne nous étendrions pas, qu'il n'y aurait plus d'élargissement de l'OTAN. Et pourtant, je crois que nous avons presque triplé la taille de l'OTAN depuis cette époque. Vous savez, on est passés d'environ seize pays à, je crois — et ne me tenez pas rigueur de ces chiffres — plus de quarante pays aujourd'hui.

C'est exact. Nous avons donc violé cet accord. À cela s'ajoute une chose que nous ne comprenons pas, et que nous ne voulons généralement pas intégrer au débat quand nous parlons de ces accords de paix. C'est que nous ne voulons pas prendre en compte les frontières historiques, y compris celles qui remontent seulement à mille neuf cent trente-neuf, ou au début du siècle dernier. Il y a donc eu différentes frontières, des frontières physiques, qui ont existé et qui ont été modifiées à différentes périodes. Que ce soit pendant la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, avec la chute de l'Union soviétique, puis le retour à la Fédération de Russie.

Et puis, c'est un accord que l'Occident avait conclu avec la Russie. Mais nous avons violé ces accords. La toute première règle en diplomatie — et je crois l'avoir mentionné ici, je vous avais envoyé cet article il y a quelque temps —, la première règle en diplomatie, la toute première, c'est de dire la vérité. Ensuite, la deuxième partie, c'est de s'y tenir, d'accord ? De s'en tenir à la vérité qu'on énonce. Est-ce que la vérité change ? Et l'autre aspect, l'autre façon de poser la question, c'est : est-ce que la situation sur le terrain change ? Et, de toute évidence, la situation sur le terrain change, surtout sur le plan stratégique. Elle change toujours.

Mais ensuite, quand vous faites ça, quand les choses changent vraiment, l'une des choses à faire, c' est de travailler en permanence sur ces relations stratégiques. Vous savez, en passant par les ambassadeurs, les émissaires, comme vous voulez. En utilisant les relations personnelles entre les présidents de différents pays, quel que soit le président. Le monde sera toujours plus sûr, plus stable, si les États-Unis, la Russie et, dans une certaine mesure, la Chine… même si le comportement chinois doit changer, surtout concernant certaines de leurs activités subversives aux États-Unis, dont le peuple américain est aujourd'hui parfaitement conscient.

C'est vraiment l'une de ces questions. Il y a bien sûr l'arrivée du fentanyl, comme drogue et comme précurseur. Et nous savons que cela vient des Chinois. La Russie n'envoie pas de fentanyl à nos frontières, mais les Chinois, oui. Vous savez, très clairement, si l'on remonte dans le temps, aux guerres, aux grandes guerres auxquelles nous avons été confrontés, la Russie a en réalité été une alliée des États-Unis. Et la Russie a travaillé très étroitement avec nous. Alors, vous savez, que ce soit Poutine ou qui que ce soit d'autre, quel que soit celui qui dirige là-bas, nous sommes mieux lotis si nous entretenons ce genre de relations.

L'Union européenne, aujourd'hui, et particulièrement l'Union européenne, vous savez, fait partie de cette communauté mondialiste. Et ils veulent un ordre mondial unique. Et pour les gens qui nous écoutent, vous savez, l'idée d'un ordre mondial unique, ou l'expression « ordre mondial unique » ou « Nouvel Ordre mondial », remonte à l'après-Première Guerre mondiale. Ce n'est donc pas quelque chose qui est apparu, comme ça, depuis qu'un homme nommé Klaus Schwab a créé le Forum économique mondial. Cette idée d'un monde unique a toujours été une idée des mondialistes. Et les mondialistes s'alignent sur le communisme. Ils s'alignent sur, vous savez, toutes ces idéologies, ces systèmes de croyance qui sont anti-Dieu, d'accord ?

Ils sont clairement anti-Dieu, même s'ils prétendront parfois le contraire. C'est évident, vous savez : sur le plan économique, ils veulent un système économique mondial unique. Ils veulent changer la nature même de la monnaie. Et je ne suis pas contre l'innovation, la technologie, l'intelligence artificielle ou la superintelligence, peu importe le terme qu'on emploie. Je ne suis pas contre les ajustements et les changements qui doivent être faits. Mais ce à quoi je m'oppose, ce à quoi je m' oppose fermement, c'est — et là, je parle en tant que citoyen des États-Unis — à ce que notre nation perde sa souveraineté.

Je ne veux pas que nous soyons soumis ou subordonnés à un quelconque ordre mondial installé à Bruxelles ou en Suisse. Vous savez, je veux que nous préservions le type de république que nous avons, une république constitutionnelle, ainsi que nos idéaux et nos principes démocratiques. C'est ce que je veux. Et je constate cela dans d'autres pays du monde, en particulier dans certains pays d' Europe de l'Est. Je veux dire, beaucoup de pays là-bas veulent préserver leur souveraineté, assurer eux-mêmes la protection de leur nation, garder leur propre système de gouvernement. Et c'est très bien. Je pense que c'est une manière saine, très saine, de fonctionner.

Je pense que si nous allons vers un ordre mondial unique, ce qui est la direction que les mondialistes veulent nous imposer, alors, à mes yeux, ce sera assurément la chute des États-Unis d'Amérique. Et je vois aussi une montée du capitalisme, chez des gens qui ne veulent pas de ce mode de vie. Des gens qui, vous savez, ne veulent pas être contrôlés par une forme de gouvernement socialiste très puissante, très rigide. Donc, d'après ce que j'ai vu de la guerre en Ukraine, du point de vue russe, la Russie a bien lancé l'attaque initiale en deux mille quatorze. Elle est donc entrée d'abord dans le Donbass, puis en Crimée, à la fin du mois de février deux mille quatorze. Je crois que la date exacte était le vingt-huit, pour être très précis. Et c'est donc ce qu'elle a fait.

Mais ils l'ont fait. Et maintenant, on voit de plus en plus d'éléments montrant qu'ils l'ont fait, en quelque sorte avec l'accord tacite du gouvernement américain de l'époque, celui d'Obama, le régime Obama. Et, vous savez, les gens oublient que le gouvernement ukrainien de l'époque tuait essentiellement beaucoup de ces gens dans les deux régions orientales du Donbass. Enfin, ils étaient tués. À l'époque, j'étais directeur de la Defense Intelligence Agency, et nous informions nos dirigeants de ce déploiement militaire. Parce qu'on ne voit pas, du jour au lendemain, des régiments sur régiments, des divisions sur divisions, des formations d'artillerie, des parachutistes et des sites logistiques apparaître en vingt-quatre heures.

Il y a eu une forte montée en puissance avant ça. Et c'était, encore une fois, une sorte de clin d'œil, un signal tacite. Puis Poutine est intervenu. Et quand il est intervenu, vous savez, à l'époque, il a parlé d'objectifs militaires limités, dans ce but : protéger ces populations russophones. Depuis lors, depuis lors, il y a eu — j'oublie le terme exact — mais, en gros, des référendums organisés par ces populations, dans ces régions du Donbass, pour leur demander : avec qui voulez-vous être ? Et ces référendums ont montré que, vous savez, ce sont des populations russophones, n'est-ce pas ? Elles voulaient faire partie de la Russie, de la Fédération de Russie, ou elles voulaient être indépendantes. Et ça aussi, c'est très bien.

Enfin, je veux dire, cette conversation-là a été oubliée depuis. Et ce qu'on a, c'est toutes ces personnes en Occident, en particulier dans l'Union européenne, mais aussi aux États-Unis, sans aucun doute, qui ne cessent de dire : « La Russie, c'est le mal. La Russie, c'est le mal. La Russie, c' est le mal. Il faut éliminer la Russie », n'est-ce pas ? Est-ce qu'on est sérieux, quand on dit ça ? Parce que si on l'est, on parle d'une entreprise immense, immense, qui mènerait à quelque chose de

bien pire qu'une troisième guerre mondiale. Cela pourrait créer une situation extrêmement, extrêmement dangereuse, non seulement en Europe, mais pour le reste du monde. Et puis, sans même parler du fait qu'en ce moment, Glenn, on est déjà jusqu'au cou au Moyen-Orient.

Donc oui, je pense qu'il y a un plan. Je suis au courant de certaines de ces choses, mais oui, je pense qu'il y a un plan. Et je crois que Poutine et Trump doivent se rencontrer cette semaine, si je ne me trompe pas. Il y aurait un plan capable de résoudre ce problème en un mois environ, peut-être même en moins d'un mois. Mais cela implique notamment de reconnaître que Zelensky n'est pas l'homme qui peut conduire l'Ukraine vers l'avenir. Je veux dire, cet homme a déclaré la loi martiale. Vous ne pouvez même pas être un journaliste légitime... Glenn, si vous enfiliez un pantalon kaki et votre tenue de journaliste, que vous entriez en Ukraine et essayiez de faire un reportage honnête, vous finiriez en prison. C'est ce qu'ils font actuellement aux journalistes, en Ukraine.

D'accord, c'est ce qu'ils font maintenant. Donc, vous ne pouvez pas rendre compte honnêtement de la situation. Les gens à la Rada, c'est-à-dire le Congrès ou le Parlement ukrainien, ont peur de s' exprimer parce qu'ils craignent d'être jetés en prison. D'accord ? C'est ce qui se passe sous des dictatures tyranniques. Alors, devinez quoi, l'Europe ? C'est ça que vous avez avec Zelensky. Je crois donc fermement qu'il doit partir et simplement organiser une élection. Laissons le peuple ukrainien décider de l'avenir qu'il veut. S'il veut un homme fort qui souhaite poursuivre la guerre contre la Russie... Mais je ne pense pas que ce sera le résultat d'une élection légitime. Je ne le crois vraiment pas.

Je pense que le peuple ukrainien est épuisé. Ses ressources sont épuisées. Et les gens cherchent un dirigeant plus raisonnable, plus réfléchi. Quelqu'un de fort, mais aussi d'intelligent, et qui ne soit pas une marionnette de la gauche de l'Union européenne. Et je pense simplement que c'est là où nous en sommes, Glenn. J'espère vraiment que les esprits calmes l'emporteront. Mais l'un de ces esprits calmes n'est clairement pas Zelensky. Ce type-là… il est complètement imprévisible quand il s'agit de savoir quelles décisions doivent être prises. Vous savez, parce qu'il cherche, en quelque sorte, quelqu' un au-dessus de son épaule pour lui dire exactement quoi faire. Et les gens qui lui disent cela, ce sont les mondialistes qui dirigent l'Union européenne en ce moment.

#Glenn

Sur le plan diplomatique, malgré tous les discours sur le soutien à l'Ukraine, les sondages montrent que les Ukrainiens veulent en réalité un accord négocié. Pourtant, les dirigeants européens continuent désormais de boycotter la diplomatie de haut niveau. Ils veulent expulser les Ukrainiens qui ont fui la guerre pour combler les tranchées. Ils veulent abaisser l'âge de la conscription et, bien sûr, commencer à enrôler les femmes. Mais, à propos de ce que vous disiez sur Trump et Poutine, y a-t-il, selon vous, de vraies discussions en cours en vue d'un accord ? Je veux dire, la rupture entre Zelensky et Trump est-elle définitive ? Est-elle sérieuse ?

#Michael Flynn

Oui, Trump avance en ce moment dans un véritable champ de mines électoral, à l'approche des élections de mi-mandat. Parce que dès qu'il dit : « Je veux parler de paix avec Poutine », toute la gauche américaine s'écrie : « Vous voyez, c'est la marionnette de Poutine. Poutine a truqué l'élection de deux mille seize. » J'ai vu ça l'autre jour sur une chaîne d'information en continu. Un type, soi-disant un membre légitime du Congrès américain, élu de New York, expliquait sur CNN que la Russie avait donné l'élection de deux mille seize à Trump. Enfin, ça a été réfuté encore et encore. Ça n'a jamais été le cas. C'était un énorme mensonge.

Mais les voilà. Ils remettent ça sur le tapis. Donc, ce champ de mines électoral des élections de mi-mandat, que Trump devait négocier, vous voyez… Mais c'est là que le leadership entre en jeu. C'est là que comptent la force d'un dirigeant, son caractère moral et son intégrité morale. Pour pouvoir se tenir là et dire : « Écoutez, les amis, nous n'en avons pas les moyens. Nous ne pouvons pas continuer sur cette voie et maintenir à distance la Russie, cette immense nation, probablement le premier pays au monde en matière d'armes nucléaires, et assurément l'un des grands moteurs économiques mondiaux, surtout quand il s'agit des ressources énergétiques. Et les ressources énergétiques, ce n'est pas seulement le carburant diesel. »

Il y a aussi les terres rares, que la Russie possède en abondance. Je veux dire, c'est de ce genre de choses dont nous devons parler, au lieu de parler de nous tirer dessus de part et d'autre d'une ligne devenue opaque. Donc oui, je veux voir les grandes puissances s'asseoir et avoir ces discussions. Mais il faut parler, vous savez, pas seulement de savoir si nous allons reconstruire l'Ukraine ou non. Ça, ce sont des tactiques. Ce sont des esprits étroits qui entrent dans une négociation de paix et ne veulent parler que de projets immobiliers à Kiev, n'est-ce pas ? Je veux dire, ce dont nous devons parler, c'est de la culture, de l'histoire, des frontières géographiques, des...

Les différentes relations qui ont existé, pas seulement ces cinq, dix ou douze dernières années, mais au cours des cent dernières années... quelles sont-elles ? Est-ce qu'elles ont compté, quand elles comptaient, n'est-ce pas ? Comment les États-Unis d'Amérique auraient-ils pu remporter la victoire pendant la Seconde Guerre mondiale sans les Russes ? Enfin, comment avons-nous mené la Première Guerre mondiale sans l'aide des Russes ? Franchement, la plupart des gens ne le réalisent même pas, mais les Russes ont permis aux États-Unis d'Amérique — alors même que nous assumions la responsabilité d'une cause perdue en Afghanistan... La plupart des gens n'ont aucune idée de ce que je vais dire : il existe une expression appelée le « Réseau de distribution du Nord ». Le Réseau de distribution du Nord passait par la Russie.

Et sans ce Réseau de distribution du Nord, soutenu, approvisionné et sécurisé par la Russie, nous n' aurions même pas eu la possibilité d'arriver au point où nous aurions pu remporter la victoire en Afghanistan. Les gens l'oublient. Et ce Réseau de distribution du Nord, ce n'était pas seulement une route terrestre. C'était aussi une voie aérienne. Je me souviens d'avoir été à bord d'avions. Dans

certaines opérations auxquelles j'ai participé, j'étais là-haut avec les pilotes. Ils parlaient à leurs homologues russes au sol pour obtenir les autorisations de survol, afin de traverser différents pays et d'acheminer des personnes et du matériel en Afghanistan.

Je veux dire, ce n'est pas seulement ça, vous savez, ce niveau d'incompétence incroyable. Et franchement, il y a, dans notre pays, aux États-Unis d'Amérique, cette volonté de faire tomber Donald Trump, quel qu'en soit le prix. Et vous savez quel est ce prix, Glenn ? Le prix, c'est notre propre souveraineté nationale, sacrifiée par des gens qui croient en ce système de gouvernement mondialiste. Et ils sont alliés aux Soros, aux Bill Gates et, vous savez, à certains autres qui sont dans l'Union européenne, notamment la dirigeante de l'Union européenne en ce moment. Donc, je pense qu'il faut élever le niveau du débat. Si nous n'avons pas ce débat-là, parce que, vous savez, ça va être rapporté aujourd'hui.

On va annoncer aujourd'hui que la Russie a rejeté toutes les discussions de paix. La Russie ne veut plus parler de paix. Eh bien, vous savez quoi ? La Russie ne veut pas parler de paix avec Zelensky. Parce qu'à chaque fois qu'on trouve un certain équilibre et qu'on entre dans un cessez-le-feu pour pouvoir discuter, que ce soit de l'énergie, de la paix ou même, vous savez, d'un cessez-le-feu, voilà ce qui se passe : Zelensky prend une décision avec son armée, ils attaquent une raffinerie en Russie, et ensuite, c'est l'escalade, coup pour coup.

Il y a cette escalade, chacun répondant à l'autre. Je veux dire, il faut arrêter ça. Parce que sinon, Glenn, j'ai très peur qu'on en arrive à la première utilisation d'armes nucléaires — dites « tactiques ». Les gens parlent de nucléaire tactique, mais dès qu'une arme nucléaire est utilisée, il n'y a plus rien de tactique là-dedans. Je… je ne sais pas, vous voyez, qui ferait ça. Est-ce que ce serait la Russie ? L'Ukraine ? Israël ? La Corée du Nord ? Parce que des Nord-Coréens opèrent dans cette zone. Le Pakistan ? Je veux dire, qui sera le premier à utiliser un engin nucléaire ?

Et une fois qu'on en arrivera là... Et, vous savez, me voilà en train d'en parler. Je n'aime même pas en parler, Glenn. Mais ces quatre ou cinq dernières années, on a parlé de l'emploi d'armes nucléaires plus que je ne l'ai jamais entendu au cours des cinquante dernières années, d'accord, depuis la fin de la guerre froide. Donc, je suis favorable à un cessez-le-feu immédiat, à l'annonce d'élections en Ukraine, au départ de Zelensky. Ensuite, on examinerait un accord de paix à long terme, dans lequel l'OTAN devra prendre des décisions. Et surtout, les États-Unis d'Amérique devront conclure, je veux dire, un accord signé : plus aucune pression, plus aucune pression aux frontières de la Fédération de Russie. L'Ukraine peut être un État indépendant, comme la Lettonie, l'Estonie et certains autres pays, la Tchécoslovaquie.

Il y a d'autres États indépendants, vous savez, d'autres États indépendants, en Europe de l'Est. Il faut que cela se produise. L'Union européenne, je pense en fait que l'Union européenne doit parvenir à une sorte d'accord négocié entre ses membres. Parce que tout le monde, au sein de l'Union européenne — la plupart sont des mondialistes — mais pas tous. Et les peuples d'Europe... c'est là que ça devient plus difficile. Les peuples d'Europe vont devoir décider s'ils veulent ou non conserver

leur propre indépendance. Il est clair, très clair, que ce qui se passe en France est dangereux. Mais ce qui se passe en France pourrait très facilement se produire... ce qui se passe à Paris pourrait très facilement se produire à Londres, ou à Berlin.

Et pendant tout ce temps, l'Union européenne et ces mondialistes se focalisent sur la Russie, la Russie, la Russie, pas vrai ? Pendant ce temps, c'est Paris, Paris, Paris. Londres, Londres, Londres. Vous voyez ce que je veux dire ? Berlin, Berlin, Berlin. Ces villes brûlent. Enfin, les deux dernières ne brûlent pas encore, mais elles sont sous pression. Et la France, évidemment... La France est, vous savez, à l'échelle mondiale et dans l'Histoire, un peu le foyer des révolutions, n'est-ce pas ? Et je pense que c'est quelque chose auquel nous devons tous prêter attention. Moi, j'y prête une attention très particulière, parce que je crains qu'ils ne voient pas la situation comme il faudrait la voir. Et Macron, clairement, ce n'est pas quelqu'un qui... vous savez, il ne sait même pas comment gérer ça.

Pas vraiment. Parce que la police en France... et je passe un peu à un autre sujet, mais tout cela touche à cette question plus large de stabilité, de sécurité, d'indépendance, de souveraineté, de nationalisme en Europe. Mais si la police française n'arrive pas à faire face à l'ampleur des émeutes en cours, alors Macron va devoir faire appel à l'armée. Et je ne suis pas certain que l'armée française ait les capacités nécessaires pour faire face à l'ampleur de certaines de ces émeutes, surtout. Ce que j'ai entendu l'autre jour, c'est que s'ils ne libèrent pas certains des prisonniers qu'ils ont incarcérés, ils vont incendier la cathédrale Notre-Dame. Enfin, ils ont déjà essayé de la faire exploser une fois.

Donc, je veux dire, toutes ces choses comptent aujourd'hui. Et ce qu'il nous faut, c'est que des gens s'assoient autour d'une table et comprennent... Et je ne parle pas de l'histoire récente. Je ne parle pas de remonter à la chute de l'Union soviétique et à la fin de la guerre froide. Je parle de gens qui comprennent l'histoire profonde, très profonde. Qui comprennent les relations. Qui comprennent les cultures. Qui comprennent les langues. Qui comprennent les cultures, la nature des systèmes économiques qui peuvent perdurer et fonctionner les uns avec les autres, pas seulement à l'échelle régionale ou sous-régionale, mais aussi à l'échelle mondiale. Et qui comprennent comment nous pouvons en tirer bénéfice, comment nous pouvons atteindre un bien commun plus grand et un niveau de paix plus élevé, où nous arrêtons les combats et nous nous asseyons autour de cette table. Parce qu'avec le temps, les gens s'épuisent.

Vous savez, au début, il y a de la colère, n'est-ce pas ? Au début d'une guerre, il y a toujours de la colère. Les gens se mettent en colère, puis ils s'agitent. Ils disent : « Vous voyez, il faut riposter. » Nous l'avons fait. Les États-Unis l'ont fait après le onze septembre. Et regardez où nous en sommes aujourd'hui. Mon Dieu, nous sommes dans une situation tellement différente. Les États-Unis d'Amérique sont dans une situation très, très difficile. Je pense donc qu'il nous faut un débat plus large. Pas seulement sur la question de savoir s'il y aura un fonds souverain pour nous aider à construire des attractions touristiques, vous savez, à Gaza ou à Kiev. J'en ai assez de ça. J'en ai assez, parce que ce n'est pas ce dont nous avons besoin en ce moment.

Il nous faut un groupe bien plus large de penseurs stratégiques, de véritables penseurs stratégiques, qui s'enferment dans une pièce. Sans médias. Et qui débattent de ces questions jusqu'à ce qu'ils en sortent, d'accord ? Enfin, jusqu'à ce qu'ils en sortent avec un accord. Et les dirigeants peuvent dire : « Obtenez la paix. » Voilà. C'est toute l'instruction dont j'ai besoin. N'ouvrez pas la porte. Ne sortez pas. On ne vous donnera pas à manger tant que vous n'aurez pas conclu un accord de paix négocié, durable et de long terme, que je puisse signer en tant que président des États-Unis. C'est ce qu'il nous faut. Et je crois que c'est possible. Cela peut être élaboré en très, très peu de temps. Nous n' avons tout simplement pas les bonnes personnes pour le faire aujourd'hui, surtout de notre côté.

#Glenn

Eh bien, je suis content que vous ayez évoqué la menace d'une guerre nucléaire, parce que je suis un peu sidéré qu'il n'y ait absolument aucune discussion sur notre rôle en deux mille quatorze. Et aussi par le fait que les Russes considèrent qu'il s'agit d'une guerre existentielle. Ils estiment répondre à l'expansion de l'OTAN. Je veux dire, nous ne sommes pas obligés d'être d'accord avec ça. Mais c'est leur analyse. Et aujourd'hui, ce sont nos armes, nos renseignements, nos capacités de ciblage qui sont utilisés pour les combattre. Je veux dire, je ne pense pas que les gens réalisent à quel point nous pourrions, en réalité, être proches d'un échange nucléaire, étant donné que les Russes ressentent la nécessité de rétablir leur capacité de dissuasion. Bref, je ne sais pas si vous avez quelques dernières réflexions avant que nous terminions.

#Michael Flynn

Eh bien, moi, oui. Et une dernière réflexion pour votre public, et bien sûr pour les personnes qui verront ceci aux États-Unis. Il existe un complexe militaro-industriel en Europe. Alors, ne vous racontez pas d'histoires, Européens. Il y a un complexe militaro-industriel qui a besoin d'un croque-mitaine. Et s'il n'a pas de croque-mitaine — et, dans ce cas, le croque-mitaine, c'est la Russie — alors il n'a pas besoin de produire autant de chars, autant de drones, autant de navires, vous savez, d'avions, de munitions, peu importe. Donc il y a un complexe militaro-industriel. Comme on le dit aux États-Unis d'Amérique, il a tendance à mener nos responsables élus par le bout du nez — et, dans certains cas, le président des États-Unis.

Mais il y a aussi un complexe militaro-industriel en Europe. Et il y a beaucoup d'argent en jeu, beaucoup d'intérêts qui y sont liés. Alors, ne pensez pas que ces influences ne contribuent pas à la poursuite de cette guerre. C'est là que de grands dirigeants doivent savoir s'élever au-dessus de tout ça. Et c'est ce que je prie pour que nous ayons dans les jours qui viennent. Sinon, nous entrons dans un autre, ce que je crois être un autre tournant, une autre phase de transition dans cette guerre. Et de l'autre côté de ce tournant, de l'autre côté de cette transition, Glenn, se trouve un endroit très dangereux. Dangereux, bien sûr, pour les États-Unis, et pour le monde.

#Glenn

Eh bien, merci beaucoup de m’avoir accordé votre temps, Général. Je vous en suis reconnaissant.

#Michael Flynn

Absolument. Nous vous reparlerons plus tard, Glenn. Merci beaucoup de m'avoir reçu.